

J'estime que le programme de mise en valeur des petites exploitations agricoles devrait plus justement s'appeler le programme d'élimination des petites exploitations agricoles. Il suffit de consulter certaines des données statistiques pour voir ce qu'il arrive aux petites exploitations agricoles du pays. Je crois qu'il serait bon de citer quelques chiffres. D'après le recensement national de l'an dernier, le nombre des exploitations agricoles du Canada a diminué de 15 p. 100 entre 1966 et 1971. Il est passé de 430,000 à 366,000. En Saskatchewan, le nombre des exploitations agricoles a baissé de 85,000 à 76,000 ou d'environ 10.2 p. 100. On a constaté la même tendance dans tout le pays.

Pour ce qui est des provinces Maritimes, le nombre des exploitations agricoles de Nouvelle-Écosse, par exemple, a diminué de 37 p. 100, et il en a été de même au Nouveau-Brunswick; quant au nombre des exploitations agricoles du Québec, il a baissé, entre 1966 et 1971, de 23.7 p. 100. Cela nous montre de façon claire et nette ce qui est en train d'arriver à l'agriculture dans tout le Canada. Les exploitations agricoles familiales sont en voie d'extinction, et le gouvernement essaie d'introduire par la petite porte un programme de regroupement des petites exploitations agricoles. J'affirme qu'il se prépare un beau combat.

Mes collègues et moi-même avons tous dit combien nous étions déçus de voir que dans son budget d'hier soir, le ministre des Finances (M. Turner) n'avait pas mentionné la moindre mesure à l'égard des agriculteurs du pays en dépit du fait que le nombre des exploitations agricoles a diminué de 15 p. 100 au cours des cinq dernières années. Lorsque j'ai posé au ministre de l'Agriculture une question à ce sujet la semaine dernière, il m'a répondu, de son air arrogant et suffisant: «Nous nous en occupons. Le revenu des agriculteurs a augmenté par rapport à l'an dernier, et cela suffira à empêcher les agriculteurs de quitter leur exploitation aussi rapidement qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent.»

Je tiens à rappeler au ministre et au gouvernement qu'en 1970, le revenu des agriculteurs avait accusé une baisse presque record. Cette année-là, en Saskatchewan, le revenu net moyen par agriculteur était d'environ \$1,000 par an. C'est là une situation grave, dont le ministre de l'Agriculture et le ministre des Finances devraient tenir compte. C'est une des nombreuses manifestations de la situation critique de l'agriculture dans tout le pays. A l'appui de ce que j'avance, j'aimerais citer à la Chambre le principal alinéa du mémoire de 1972 qu'a présenté au premier ministre (M. Trudeau) et aux députés la Fédération canadienne de l'Agriculture il y a quelque temps. Le voici:

Nous vous rencontrons aujourd'hui après une année où les revenus des cultivateurs ont accusé une baisse désastreuse et sans précédent. Il s'agit de la diminution la plus forte enregistrée depuis aussi longtemps qu'une comparaison est possible soit, en termes réels, 73 p. 100 du chiffre d'il y a dix ans.

Je rappellerai aux députés que les cultivateurs ont également touché de très maigres revenus en 1961. Plus loin il est mentionné ceci:

Les prévisions pour 1972—et nous souhaitons sincèrement que les événements les contredisent—annoncent une autre baisse. L'écart coût-prix se fait sentir à un degré nouveau, effarant et néfaste.

Je crois que les faits exposés par la Fédération de l'Agriculture sont strictement exacts. La situation laisse à désirer dans les régions rurales du Canada. Les cultivateurs sont pris comme dans un étau, leur revenu est très faible et le gouvernement ainsi que le Parlement doivent

[M. Nystrom.]

faire quelque chose sur-le-champ pour y remédier. Il y a place dans la société rurale pour la ferme, le village et la ville. Si je mentionne les villes et les villages, c'est parce qu'en traversant la Saskatchewan, on s'aperçoit que dans toutes les villes, sauf une ou deux exceptions, la population a diminué depuis 1965 ou 1966. Cette baisse est presque entièrement attribuable à la crise qui sévit dans l'industrie agricole, car lorsque les cultivateurs gagnent peu d'argent...

**M. Whelan:** Oh, oh!

**M. Nystrom:** Je me rends compte que lorsque les députés des grands centres urbains parlent, comme le député d'Essex (M. Whelan), ils ne comprennent pas ce que je dis, mais il y aurait peut-être moyen de les instruire. Le député représente un grand centre urbain, je le comprends et je compatis avec lui.

Pour revenir aux Prairies et aux campagnes canadiennes, on s'aperçoit que les revenus des agriculteurs baissent rapidement. On s'aperçoit aussi que les petites villes en souffrent, que les entreprises ferment leurs portes, qu'elles mettent des ouvriers à pied et qu'elles restreignent leur personnel. Les habitants des villages ou des petites municipalités doivent alors émigrer vers la grande ville. On détruit ainsi un mode de vie qui, je crois, est indissociable de la société canadienne. Il est la trame de notre existence, d'un océan à l'autre. C'est un mode de vie que je veux protéger, car nous, parlementaires, sommes entièrement responsables de ce qui se passe dans l'Ouest et dans les campagnes depuis cinq ou six ans.

Il est temps que le gouvernement sorte de sa torpeur et fasse quelque chose de positif et de constructif pour remédier à la situation. Il ne fait pas grand chose pour l'agriculture. Le dernier budget ne prévoit rien pour l'agriculture. Le ministre des Finances a l'audace de dire que les agriculteurs sont bien traités parce qu'en vieillissant, ils profiteront de l'augmentation des pensions, et que les agriculteurs qui ont des fils et des filles à l'université profiteront du dégrèvement d'impôt de \$50. Le ministre a dit aussi que nous avons adopté le programme de stabilisation des grains. Ce n'est pas du tout le cas. Cela prouve combien il s'y connaît en agriculture, et j'espère que les électeurs d'Assiniboia le lui rappelleront.

Il nous faut faire quelque chose pour améliorer le niveau de vie des cultivateurs et les prix qu'ils reçoivent pour leurs denrées. Ils touchent moins pour un boisseau de blé qu'en 1949. Voyez le prix des machines agricoles qu'il leur faut acheter pour produire un boisseau de blé. Il est monté en flèche, et les cultivateurs ont été lésés du fait de la hausse de leurs frais de production. Qu'a fait le gouvernement à cet égard? Nous avons eu le rapport de la commission Barber sur les machines agricoles, où sont recommandées toute une série de mesures pour venir en aide aux cultivateurs et abaisser leurs prix de revient. Qu'a fait le gouvernement de ce rapport? Rien, il l'a relégué à des étagères où il recueille maintenant de la poussière. A mon avis, monsieur l'Orateur, le gouvernement s'intéresse davantage aux fabricants de machines agricoles qu'aux cultivateurs canadiens, le parti conservateur aussi d'ailleurs. Mettez ensemble ministériels et conservateurs, mêlez-les et vous verrez qu'ils forment un tout tellement homogène qu'on ne distingue plus les uns des autres.

• (2040)

Il nous faudra effectuer des changements radicaux dans notre pays si nous voulons aider les cultivateurs. On